

# Budget : il manque 6 milliards pour 2018

**Le retour à l'équilibre promet d'être très complexe pour la suédoise qui a revu à la baisse ses économies en 2017.**

**A** peine bouclé le budget 2017, la question du prochain exercice se pose déjà. Et pour cause : la Belgique avait l'intention d'annuler son déficit structurel pour 2018 mais la tâche s'annonce complexe. Il lui faudra trouver au moins six milliards d'euros, selon nos estimations.

Pour rappel, le gouvernement fédéral entend toujours respec-

ter son objectif de retour à l'équilibre en 2018. Mais, en 2017, le déficit prévu s'élève toujours à 1,1%. Pour le gommer d'ici un an, ce sont pas moins de 4,5 milliards supplémentaires qui devront être trouvés.

Difficulté supplémentaire pour la suédoise : le tax shift devrait coûter davantage que prévu. De nouvelles mesures en faveur du pouvoir d'achat et une

réduction des cotisations patronales sont prévues, et pour ce faire, le gouvernement a budgétisé 1,7 milliard. Mais, selon la Banque nationale, elles devraient plutôt coûter 2,24 milliards. Voici plusieurs centaines de millions en plus à trouver.

Et c'est sans compter d'autres écueils. Les recettes fiscales sont douteuses et le budget 2017 ne prévoit pas autant d'économies

qu'escompté initialement. Autant d'efforts supplémentaires sur l'exercice 2018. Et la fourchette de 6 milliards ne correspond pas au scénario du pire. A moins, bien sûr, qu'une croissance surprise vienne au secours de la suédoise. L'équation relève du numéro d'équilibriste. ■

## En 2018, la chasse aux milliards s'annonce plus rude que jamais

**BUDGET** Il manque au minimum six milliards pour atteindre l'équilibre d'ici deux ans

- La suédoise a corrigé son budget 2016, et envoyé celui de 2017 à l'Europe.
- Mais pas un mot sur 2018 où les milliards manquent à l'appel.

**C**a fait dix jours que l'on parle budget. Un peu du budget 2016. Beaucoup de celui de 2017. Jamais de l'exercice 2018. Certes, pas mal d'eau peut couler sous les ponts d'ici là. Mais il y a déjà de quoi s'inquiéter. Car 2018, c'est censé être l'année du retour à l'équilibre budgétaire (structurel) pour la suédoise. C'est aussi l'année des élections communales, où il sera plus que jamais difficile d'augmenter la TVA, les accises, ou de créer de nouvelles taxes pour trouver des milliards. Or il faudra en trouver, des milliards. Et quelques-uns. Au minimum six, selon nos estimations. De quoi mettre le feu aux poudres chez les suédois. Explications.

**1 De nouveaux efforts.** Chaque année, la Belgique doit assainir ses finances, donc réduire son déficit, en suivant une trajectoire fixée en accord avec l'Europe (lire ci-dessous). Le fédéral espère annuler son déficit structurel dès 2018. Charles Michel l'a encore rappelé ce samedi. Mais on en est loin. Fin 2016, la Belgique (fédéral et entités fédérées) table sur un déficit structurel de 2,4 % du PIB. En 2017, elle

a l'ambition de passer à 1,1%. Il resterait donc 1,1% du PIB à gommer en 2018 pour atteindre l'équilibre prévu par le fédéral. Faites le calcul : ceci revient à trouver environ 4,5 milliards d'euros supplémentaires en 2018 (en grande majorité par le fédéral). Tout un programme !

Ce montant aurait pu être allégé de quelques centaines de millions si la suédoise avait trouvé les 4,2 milliards qu'elle cherchait pour boucler son budget 2017. Mais elle n'est parvenue qu'à dénicher 3 milliards, déviant déjà de la trajectoire européenne. Et, lors du conclave de la semaine dernière, seules des mesures anecdotiques ont été prises pour 2018. Le « problème 2018 » a donc tout bonnement été reporté à plus tard.

**2 Un sous-financement du tax shift.** L'année 2018 est très importante pour le tax shift, car de nouvelles mesures permettant d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs et de réduire les cotisations patronales des employeurs sont prévues cette année-là. La suédoise a dégagé une enveloppe de 1,7 milliard. Le hic ? La Banque nationale a calculé que cela coûterait plutôt 2,24 milliards.

Mais ce n'est pas tout. Pour financer ces cadeaux aux travailleurs et aux patrons, le gouvernement de Charles Michel a également prévu quelques mesures : nouvelle hausse des accises sur le diesel et le tabac, lutte contre la fraude fiscale, re-

design de l'Etat. Mais la suédoise ne table « que » sur des recettes de 1,09 milliard.

Faites le compte : lorsqu'on dépense 2,24 milliards et qu'il n'en rentre que 1,09 en caisse, on a un trou supplémentaire de 1,15 milliard d'euros à boucher.

**3 Des recettes douteuses.** Et ça continue. Car les recettes espérées par la suédoise en 2018 pour financer partiellement le tax shift semblent particulièrement... floues. En vrac : 100 millions via la lutte contre la fraude fiscale, 75 millions grâce à un meilleur recouvrement des amendes pénales (dont on ne sait rien), 250 millions supplémentaires grâce au redesign de l'Etat (qui a rapporté 36 millions en 2016 au lieu des 100 escomptés, et que la suédoise semble avoir abandonné depuis).

Y'en a un peu plus, je vous le mets quand même ? En 2018, Charles Michel table également sur 300 millions d'effets retour grâce à son tax shift, et sur 36 millions bonus grâce à une réforme des fonds de placement immobilier, qui n'a toujours pas rapporté les 250 millions attendus en 2016.

Bref, ça fait plus de 750 millions sur lesquels on peut légitimement se poser des questions dans le financement 2018 du tax shift.

**4 Des reports de 2017.** Et imaginez que le budget 2017 sorte des clous... Ce qui n'est pas improbable : la Belgique prévoit

une réduction de son déficit structurel de 1,3% en 2017 (chose qu'elle n'est jamais parvenue à faire depuis que l'Europe veille). En plus, pour 2017, certaines recettes inquiètent également, comme les 425 millions d'augmentation du précompte mobilier, ou les 250 millions attendus chaque année via l'amnistie fiscale permanente. Si le trou se creuse en 2017... il verra logiquement s'ajouter à tous les efforts déjà prévus en 2018.

On frôle la crise de foie...

Certes, il est toujours délicat d'estimer les recettes de nouvelles mesures. Il n'est donc pas anormal d'ajuster lors des conclaves. Mais, jusqu'ici, la suédoise nous a plutôt habitués à systématiquement gonfler les recettes espérées, pour déchanter quelques mois plus tard. On n'est donc pas à l'abri de nouveaux problèmes en 2017.

**5 C'est la catastrophe.** Au total, c'est un véritable gouffre qui s'annonce pour 2018. Il faudra vraisemblablement trouver six milliards. Voire plus dans le scénario du pire. A moins que la croissance ne revienne plus vite que prévu, ou que les ménages retrouvent confiance et se mettent à liquider leur épargne.

D'ici 2018, les inconnues sont multiples. Mais une chose semble acquise : revenir à l'équilibre sans nouvelles taxes, en faisant le bonheur de son électeur respectif, semble bel et bien relever du fantasme. ■

XAVIER COUNASSE

### Charles Michel obtient la confiance à la Chambre

Mardi, la Chambre a accordé sa confiance au gouvernement fédéral, majorité contre opposition : 81 voix pour, 62 voix contre. A noter que Hendrik Vuye et Veerle Wouters, ex-N-VA, ont voté contre. (D.Ci)

**Inami :**

### quelle hausse ?

Contrairement à ce que laisse parfois penser la colonne de certains acteurs, le budget « soins de santé » est bel et bien en hausse par rapport à 2016. « Une hausse légère », écrivions-nous mardi. « Pas si légère que cela, assure le président du MR Olivier Chastel. Par rapport aux prévisions de dépenses 2016, la hausse est de 2,47 % ». L'astuce, c'est

que si le gouvernement avait respecté la norme de croissance (liée au vieillissement de la population) ainsi que diverses promesses aux secteurs (les honoraires des médecins par exemple), le budget 2017 aurait été fixé à 25,15 milliards (en hausse de 6,7 %). Ce sont les économies de 900 millions sur les prévisions budgétaires 2017 qui ont réduit l'expansion des dépenses. Détail piquant, ces opérations pré-

existaient au gouvernement Michel : en 2013 et 2014, sous Di Rupo, les hausses réelles furent, selon le MR, respectivement de 2,16 % et 1,86 %. Ce qui fait mal aujourd'hui c'est qu'après des années passées à tailler dans le gras, on arrive désormais à l'os. (E.B.)

### « Un budget pas honnête, pas crédible »

Après examen, la CSC a vertement critiqué le budget fédéral, « pas crédible, pas honnête, pas équilibré et pas efficace ». Sans viser explicitement Kris Peeters et le CD&V, la CSC a regretté l'absence d'une mesure telle que la taxation des plus-values. « Non, nous ne sommes pas déçus puisque nous n'attendions rien », a ironisé Marie-Hélène Ska, la secrétaire générale. (B.Dy)

## Europe La copie rendue par la Belgique fait peur à la Commission

La dernière interview de Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques, a soulevé des interrogations dans les rangs suédois. Pourquoi jeudi dernier, dans nos colonnes, le commissaire français a-t-il pris la peine de décrire « trois problèmes » potentiels du budget belge... alors que les négociations autour de ce budget 2016-2017 (et des réformes qui vont avec) étaient toujours en cours ? « Faut-il y voir un coup de pression de l'Europe ? », s'interroge un ministre suédois.

Six jours plus tard, le budget est bouclé. Il a été envoyé à la Commission européenne. Les experts du Berlaymont ont commencé l'étude de ces tableaux indigestes. Ligne par ligne. Mesure par mesure. S'il est évidemment trop tôt pour connaître le verdict de la Commission, on comprend un peu mieux aujourd'hui la mise en garde de Moscovici. « Il y a un gros risque de basculer en déficit excessif pour le budget 2016 », nous glisse un observateur averti. Les chiffres budgétaires de l'année en cours sont en effet à la limite de l'acceptable. Au point que la Belgique est à deux doigts de basculer du côté obscur : le déficit excessif.

### Deux critères à respecter

Cela vous semble chinois ? On s'ex-

plique. Les pays de l'Union européenne doivent apporter la preuve que leurs finances publiques sont saines. Pour cela, il y a deux critères à respecter : le déficit budgétaire d'un État ne doit pas dépasser 3 % de son produit intérieur brut (PIB) ; et sa dette publique ne doit pas excéder 60 % du PIB. Sous le gouvernement Di Rupo, la Belgique explosait ces deux critères. Elle était donc en « déficit excessif », ce qui implique une sorte de mise sous tutelle européenne. Mais en juin 2014, la Belgique est sortie de cette zone rouge, après être parvenue à faire passer son déficit sous les 3 %.

Le critère de la dette, lui, n'est toujours pas respecté. On l'explose depuis belle lurette (107 % du PIB au lieu de 60 %). Et on échoue même à la réduire de façon significative (premier problème souligné par Moscovici). Mais la Commission européenne nous a toujours trouvés des circonstances atténuantes. En grande partie parce que la Belgique parvenait à réduire son déficit structurel de 0,6 % du PIB chaque année (le déficit structurel est une valeur fictive calculée en ôtant du déficit nominal les mesures one-shot et les effets de la conjoncture).

Le hic, c'est qu'en 2016, la Belgique ne parvient plus à respecter cette circonstance atténuante. Au lieu de ré-

duire son déficit structurel de 0,6 % cette année, notre pays propose un budget 2016 où ce déficit... grimpe de 0,1 % ! Et si l'on retire les dépenses exceptionnelles d'asile et de sécurité (des montants que la Commission doit encore valider), le déficit se réduit de 0,3 %. Mais on n'est toujours pas à 0,6 %. Grave, docteur ? Cette déviation n'est pas considérée comme significative par l'Europe. Mais il aurait été préférable d'être au moins à 0,6, comme en 2015, pour faire digérer notre dette à la Commission. Ça, c'était le deuxième problème évoqué par Moscovici.

Mais c'est sans doute le troisième le plus dangereux. « Sur base des estimations actuelles, le solde de financement devrait atteindre -2,96 % du PIB en 2016 », écrit la Belgique. En gros, notre déficit public (le nominal) frôle le fameux critère des 3 %. Et il s'est aggravé sur un an. Si, durant les derniers mois de 2016, le budget du fédéral, d'une Région ou d'une communauté (ou les trois ensemble) déraile de 0,04 % du PIB (environ 200 millions d'euros), la Belgique repasserait donc en « déficit excessif ». Idem si la Commission refusait de considérer certaines recettes.

On n'en est pas encore là. Mais le risque est réel. ■

x. c.